

Investissement et croissance

DES ASSISES EUROPÉENNES DU LONG TERME

Confrontations Europe, impliquée dans la rédaction du Livre vert sur le financement de long terme de l'économie européenne et dans la réponse à la consultation publique, se mobilise autour de la préparation d'Assises du long terme dont la première édition aura lieu en décembre prochain.

Dans cette rubrique :

Nous nous trouvons à un point de bascule dans l'économie européenne où l'investissement fait appel à des valeurs nouvelles de création et de progrès et exige une stratégie européenne d'innovation, d'industrie et de structures d'action pour le long terme. Parmi celles-ci, l'épine dorsale de la finance. Ses métiers ont été recomposés par la crise. Dans une situation apaisée, mais non encore stabilisée, un nouvel écosystème se dessine, articulant les différents acteurs, banques publiques, banques commerciales, assureurs, professionnels de la gestion pour mieux irriguer les canaux du financement des entreprises. La banque reste la pierre angulaire par sa connaissance du risque et sa proximité avec le tissu local. L'accès au marché financier servira de moteur d'appoint à la croissance des entreprises dans un contexte plus régulé qu'avant 2008, comme le décrit cette rubrique.

Marie-France Baud

L'investissement a chuté dans toute l'Europe. Sa reprise est le problème fondamental à résoudre pour combattre le chômage et ouvrir une perspective de croissance durable.

L'analyse macroéconomique met en évidence les risques et les carences structurelles qui inhibent cette reprise : tensions dans l'économie mondiale et menace de déflation dans l'Eurozone, fragmentation profonde du marché européen et de l'Union économique et monétaire.

Sur le terrain les difficultés de conception, de valorisation et de financement des projets sont multiples alors qu'entreprises et collectivités publiques font face à des mutations majeures des sociétés, des technologies, et de l'intégration internationale des chaînes de création de la valeur.

L'investissement fait appel à des valeurs nouvelles de création et de progrès, à des solidarités humaines et productives par-delà toutes les barrières nationales. Toutes les sociétés européennes doivent apprendre à se projeter vers l'avenir en ayant pleinement conscience de leurs interdépendances. Les carences de recherche et de formation, les manques de réseaux de coopération nous interpellent tous. Nous devons bâtir

une Communauté européenne de l'éducation, du travail et de l'entreprise.

L'investissement exige une stratégie européenne d'innovation et d'industrie. Pour la décarbonation de l'économie, l'appropriation du numérique, ou la régénération des espaces urbains et ruraux, les projets d'investissement se créent dans des écosystèmes où les entreprises marient l'intelligence, la production et les services ; il y a donc besoin de connexions nouvelles entre la recherche, l'éducation et l'entreprise, par-delà les barrières entre public et privé et sur tous les territoires. L'Union doit construire son marché intérieur pour faciliter ces liaisons, connecter les lieux d'innovation et d'industrie et créer des infrastructures transfrontières, bâtir ainsi un camp de base servant de support pour une ouverture dynamique à l'international. Elle doit lancer elle-même des projets d'investissements transfrontières d'intérêt commun avéré dans de nombreux domaines, créer les conditions du développement des PME, susciter la création de fonds d'investissement qui accompagnent les entreprises pour la réalisation des projets dans la durée sans rupture.

Le rôle et la structure du système financier doivent être repensés pour financer l'investissement. Une nouvelle crise systémique n'est pas exclue, il faut s'y préparer pour mieux la prévenir, et les populations ne voudront plus payer la casse si elle a lieu. Aussi de grands travaux de stabilisation ont été engagés par l'Union européenne, dont les plus significatifs sont les nouvelles missions confiées à la BCE, la création de l'Union ban-

caire et le contrôle a priori des finances publiques nationales. Mais la prochaine crise pourrait être différente : crise des économies émergentes, guerre des monnaies, enflure des marchés dérivés, crise des marchés obligataires... et la non-reprise de l'investissement engendre elle-même des risques déflationnistes.

Il ne suffit pas de faire appel à la confiance : aujourd'hui le privé fait souvent preuve d'aversion au risque, et le public est déstabilisé tant par la dette que par les divisions entre les États et les dysfonctionnements de la gouvernance politique. Le modèle de financement de l'Europe n'est pas celui des États-Unis. Réduire le rôle des banques et pousser les

« Nos Assises déboucheront sur des recommandations pour un plan d'action 2014-2020 »

entreprises vers les marchés ne fournit pas une doctrine stratégique valable pour la réforme. On ne saurait négliger la volatilité considérable des mouvements de capitaux internationaux et l'ampleur des défaillances de marché pour les investissements de long terme. Le secteur bancaire doit rester le pivot du financement de l'économie européenne, mais à condition de pouvoir mutualiser les risques avec les investisseurs institutionnels et en prenant appui sur des marchés européens liquides, profonds, et mieux régulés. L'industrie des fonds pourrait repenser ses modèles pour contribuer à ces mutations. De même les politiques publiques d'épargne et de fiscalité, les critères des règles communes devront évoluer. Il s'agit d'aller vers un nouveau système de transformation de l'épargne en investissement.

RENDEZ-VOUS EN DÉCEMBRE 2014

Les débats des Assises européennes du long terme seront organisés pendant deux jours en quatre temps successifs :

- ▶ Comment les sociétés européennes se projettent vers l'avenir ?
- ▶ Comment les entreprises peuvent-elles valoriser et financer leurs projets d'investissement et quelles sont leurs demandes envers l'Union européenne ?
- ▶ Comment transformer le système financier pour en faire le vecteur de l'investissement ?
- ▶ Comment définir une stratégie européenne pour l'investissement ?

Les dates et le déroulement seront précisés ultérieurement et nous reviendrons sur les thèmes des Assises dans nos prochaines publications.

L'Union doit se doter d'une capacité de prospective et de stratégie ainsi que de structures d'action pour le long terme. L'Europe doit se resituer dans la mondialisation et préparer son avenir. Avant 2008 la crise n'avait pas été anticipée ; début 2010 la stratégie EU

La Commission a lancé une réflexion collective sur le problème du financement, elle a essayé d'utiliser le budget européen pour faire levier d'investissement. Il faut prendre appui sur ces efforts, les faire connaître, mais étant lucides sur leurs limites, nous voulons ouvrir une perspective stratégique beaucoup plus large.

Une stratégie européenne pour l'investissement exigera une coopération entre les banques publiques et de développement nationales, un renouvellement du rôle de la BEI, le développement d'une industrie des fonds d'investissement ; la BCE pourra venir en soutien.

La gouvernance et les outils de prospective de l'Union ne sont pas à la mesure de ces défis : il faut les rehausser, créer un réseau de structures publiques et privées de prospective et de stratégie existant en Europe, et un espace public de communication.

Nos Assises sont un jalon sur le chemin d'une véritable stratégie européenne. Nous réunirons un Forum d'acteurs privés et publics, entreprises et autorités publiques, industriels et financiers, pour un dialogue critique et constructif des analyses et des propositions. Elles contribueront à une pédagogie des enjeux et déboucheront sur des recommandations pour un plan d'action 2014-2020. 

Philippe Herzog